

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200666]

20 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux écoles pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel PWD)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 7 et 8 ;

Vu l'avis du pôle « Energie », donné le 27 avril 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2018 ;

Vu le rapport du 22 mai 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 64.676/4 du Conseil d'État, donné le 10 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions ;

2° l'Administration : le Département de l'Énergie et du Bâtiment durable, de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie, du Service public de Wallonie ;

3° le demandeur : l'école visée à l'article 1^{er}, 4°, du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables et plus précisément de l'enseignement obligatoire (maternel, primaire et secondaire) ;

4° la performance énergétique d'un bâtiment : la performance énergétique d'un bâtiment au sens de l'article 2, 1°, du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

5° les travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment : les travaux repris à l'annexe 2 qui ont trait à l'amélioration de l'enveloppe, à l'installation et l'amélioration du système de ventilation, tout en tenant compte du confort thermique d'hiver, d'été et de la qualité de l'air intérieur et qui conduisent à une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment ;

6° Plan d'Action en faveur de l'Énergie durable : plan d'Action adopté dans le cadre de la Convention des Maires, validé ou en cours de validation par la Convention des Maires ;

7° Plan d'Action en faveur de l'Énergie durable et du Climat : plan d'Action adopté dans le cadre de la Convention des Maires, validé ou en cours de validation par la Convention des Maires.

CHAPITRE II. — Conditions d'octroi de la subvention

Art. 2. § 1^{er}. Pour les bâtiments construits depuis au moins vingt ans à la date de l'introduction de la demande de subvention, dans la limite des crédits budgétaires déterminés en application de l'article 5, § 9, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, une subvention peut être accordée par le Ministre aux demandeurs pour la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, dans le respect des conditions suivantes :

1° le demandeur qui sollicite la subvention est propriétaire des éléments insérés ou rénovés et dispose sur le bâtiment d'un droit réel principal ou d'un droit réel démembré comme l'usufruit, l'emphytéose ou le droit de superficie d'une durée supérieure ou égale à neuf ans ;

2° à la date de l'introduction de la demande de subvention, le bâtiment est affecté à une mission d'enseignement ;

3° la demande de subvention est introduite au plus tard le 30 juin 2019.

L'affectation visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est maintenue pour une durée minimale de trois ans à compter de la réception provisoire des travaux faisant l'objet de la subvention.

§ 2. Seuls sont éligibles les travaux pour lesquelles la réglementation sur les marchés publics a été respectée.

Art. 3. La base de calcul de la subvention est évaluée en prenant comme référence l'ensemble des coûts éligibles, T.V.A. comprise.

Par coûts éligibles pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, il faut entendre l'achat et l'installation de matériaux ou d'équipements visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment.

Art. 4. § 1^{er}. Le taux applicable à la base de calcul pour le montant de la subvention est de :

a) 75 pour cent des coûts éligibles ;

b) 80 pour cent des coûts éligibles si le demandeur participe à un Plan d'Action en faveur de l'Énergie durable ou à un Plan d'Action en faveur de l'Énergie durable et du Climat.

Si les investissements font l'objet d'autres subventions des communautés, de la Région, des provinces ou des communes, le pourcentage déterminé à l'alinéa 1^{er} est calculé sur la partie des investissements non couverte par ces autres subventions.

§ 2. Pour pouvoir prétendre au bénéfice de la subvention visée au paragraphe 1^{er}, le montant des coûts éligibles de la demande est au moins égal à 10.000 euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une demande portant sur la réalisation de travaux identiques sur plusieurs bâtiments est acceptée, même si le montant des coûts éligibles par bâtiment n'atteint pas 10.000 euros, à la condition que le montant cumulé des coûts éligibles soit au moins égal à cette somme et que ces travaux fassent l'objet d'un cahier des charges unique.

§ 3. Le montant total des subventions visées au paragraphe 1^{er} n'excède pas 500.000 euros par demandeur.

Art. 5. Le cumul de la subvention organisée par le présent arrêté avec d'autres subventions est possible uniquement si la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas cent pour cent du montant total des coûts éligibles au présent arrêté.

Art. 6. Les budgets disponibles sont attribués prioritairement aux bâtiments nécessitant le plus de travaux après classement sur base du critère €/kwh épargnés.

CHAPITRE III. — Introduction de la demande de subvention

Art. 7. Le dossier de demande de subvention est composé :

- 1° du formulaire de demande mis à disposition par l'Administration ;
- 2° du cahier des charges ou descriptif des travaux à réaliser et du matériel à installer ;
- 3° du devis estimatif détaillé relatif à la fourniture et au placement du matériel visé par la subvention ;
- 4° d'une note explicative relative au respect des critères énergétiques énoncés à l'annexe 2 ;
- 5° des données de consommation d'énergie pour les trois dernières années précédant la demande de subvention ou, lorsque ces données ne sont pas disponibles, des données relatives à la performance de l'enveloppe du bâtiment, permettant de déterminer une consommation d'énergie théorique ;
- 6° de la description de la nature de l'affectation du bâtiment et de son régime d'occupation ;
- 7° d'une note de calcul détaillée de l'économie d'énergie générée par les travaux envisagés, conformément aux exigences décrites à l'annexe 1 ;
- 8° de tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou qui peuvent être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés, accompagnés d'une déclaration sur l'honneur du demandeur qu'il n'a pas, pour la réalisation des travaux envisagés, perçu ou sollicité d'autres primes ou subventions que ceux repris dans les documents fournis et qu'il n'en sollicitera pas ;
- 9° d'une note déterminant l'état des lieux au niveau du renouvellement et de la qualité de l'air basée sur les résultats d'un monitoring en période d'activité, ainsi qu'une justification des solutions à apporter en termes d'amélioration.

Art. 8. § 1^{er}. Dans les deux mois qui suivent la réception de la demande de subvention, l'Administration envoie au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai d'un mois prenant cours à dater de la réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants. De délai d'un mois est suspendu pendant les mois de juillet et août.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'Administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est irrecevable.

§ 2. La décision de refus ou d'octroi de la subvention est notifiée au demandeur dans les septante-cinq jours à dater de l'approbation par le Gouvernement de la liste des projets retenus.

§ 3. L'octroi de la subvention implique l'obligation de fournir à l'Administration, chaque année, pendant dix ans, les informations relatives aux consommations énergétiques du bâtiment concerné au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} prend cours l'année de la liquidation de la subvention.

Art. 9. Les demandes de subvention sont préalables à la commande et à la mise en œuvre des travaux, lesquels ont lieu au plus tôt après la notification de la décision d'octroi de la subvention. La décision d'octroi de la subvention peut être conditionnée à la modification de certains aspects techniques du dossier de demande.

Art. 10. § 1^{er}. Les travaux subventionnés sont réalisés et réceptionnés dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision d'octroi de subvention.

Ce délai peut être prolongé d'un an si le bénéficiaire en fait la demande écrite et motivée au plus tard trois mois avant la date d'expiration du terme initialement prévu.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut préciser le contenu des documents visés au présent chapitre et déterminer leur forme.

CHAPITRE IV. — Demande de liquidation de la subvention

Art. 11. § 1^{er}. La demande de liquidation de la subvention est introduite auprès de l'Administration dans les douze mois à dater de la réception provisoire des travaux.

§ 2. En cas de non-respect des délais visés au paragraphe 1^{er}, le dossier est clôturé et la décision d'octroi caduque.

§ 3. La demande de liquidation de la subvention pour des travaux contient :

- 1° la décision d'attribution du marché de travaux et l'analyse comparative des offres ;
- 2° la copie de l'offre de l'adjudicataire ;

- 3° les différents états d'avancement des travaux, le décompte final et les factures y afférentes ;
- 4° le procès-verbal de réception provisoire des travaux ;
- 5° la déclaration de créance envers la Région wallonne en double exemplaire pour la liquidation de la subvention.

§ 4. Dans le mois qui suit la réception de la demande de liquidation de la subvention, l'Administration envoie un accusé de réception au demandeur précisant si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'Administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande de liquidation est irrecevable.

CHAPITRE V. — *Comité de sélection*

Art. 12. § 1^{er}. Il est créé auprès du Ministre un Comité de sélection chargé de l'examen technique des dossiers de demande de subventions.

§ 2. Le Comité de sélection est composé comme suit :

- 1° un représentant du Ministre ;
- 2° deux représentants de l'Administration ;
- 3° un ou plusieurs experts en matière de marchés publics désignés par le Ministre ;
- 4° un ou plusieurs experts en matière d'énergie désignés par le Ministre.

§ 3. Le Comité de sélection évalue la demande de subvention selon les critères suivants :

- 1° la priorité énergétique du projet envisagé dans le contexte du bâtiment ;
- 2° la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés notamment leur coût eu égard aux prix moyens du marché ;
- 3° l'économie d'énergie, dans des conditions d'utilisation standardisées, notamment d'énergie primaire et la réduction des émissions de CO₂ attendues ;
- 4° l'évaluation du temps de retour comptable de l'investissement ;
- 5° la pertinence du choix des dispositifs proposés pour améliorer le renouvellement et la qualité de l'air eu égard aux différentes normes en vigueur relatives aux débits, au taux de ppm,....

§ 4. En fonction des résultats de son évaluation, le Comité de sélection classe, pour chacune des enveloppes visées à l'article 6, les demandes de subvention dans un ordre croissant selon l'analyse matricielle suivante :

- 1° le coût financier et énergétique de l'opération exprimé en euros investis par kWh épargné ;
- 2° le coût financier et climatique de l'opération exprimé en euros investis par tonne de CO₂ non émise.

En cas d'égalité, les critères complémentaires suivants déterminent le classement :

- 1° la priorité énergétique du projet envisagé dans le contexte du bâtiment ;
- 2° la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 13. En cas de fraude au présent arrêté, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), ou à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel), le bénéficiaire ne peut pas solliciter de subvention au sens du présent arrêté.

Art. 14. § 1^{er}. Lorsque, préalablement à la date d'introduction d'une demande de subvention dans le cadre du présent arrêté, une demande de subvention a, pour les mêmes travaux et pour le même bâtiment, été introduite dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel) et est en cours d'instruction sans avoir fait l'objet d'une décision d'octroi, cette demande de subvention devient sans objet si la demande introduite dans le cadre du présent arrêté fait l'objet d'une décision d'octroi.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque la demande de subvention introduite concerne des travaux présentant un caractère d'urgence au sens de l'article 9, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA). Dans ce cas, la demande de subvention est soumise aux exigences du même arrêté.

§ 2. Lorsqu'une demande de subvention introduite uniquement dans le cadre du présent arrêté concerne des travaux présentant un caractère d'urgence au sens de l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), cette demande devient sans objet et est réputée introduite dans le cadre de ce dernier arrêté.

Dans ce cas, la demande de subvention est soumise aux exigences du même arrêté.

§ 3. Lorsqu'il est constaté que le demandeur n'a pas respecté les exigences des articles 5 et 7, 8°, les deux demandes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont refusées à titre définitif.

Art. 15. Sous réserve de l'application de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 30 juin 2019, aucune demande relative à des travaux éligibles au sens du présent arrêté ne peut être introduite dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2027.

Art. 17. Le présent arrêté peut aussi être identifié par les termes " UREBA exceptionnel PWI ".

Art. 18. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Annexe 1

Note explicative relative aux calculs des économies d'énergie engendrées par les travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment

1. Objectif:

La note explicative a pour objectif de déterminer les caractéristiques techniques, en ce compris leur dimensionnement adéquat, énergétique et économique de l'investissement, de manière à évaluer l'efficacité du dispositif envisagé.

2. Exigences:

La note explicative contient notamment les éléments suivants:

1° la présentation des caractéristiques techniques de l'investissement visant à réduire les besoins énergétiques et complémentaiement, si nécessaire, les techniques permettant de répondre aux besoins énergétiques de manière plus efficiente et économique ainsi qu'au respect des normes de ventilation et de qualité de l'air ;

2° les hypothèses de travail ;

3° le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour le calcul (selon les cas, coefficients de transmission thermique avant et après travaux et rendements de l'installation) ;

4° une évaluation de l'économie d'énergie (pouvant tenir compte du confort thermique) et de la réduction des émissions polluantes (CO₂, SO₂) ;

5° le bilan économique de l'investissement tenant compte des coûts de l'investissement et de la valorisation des économies d'énergie ;

6° la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés, y compris la problématique du renouvellement et de la qualité de l'air ;

7° les normes et les codes de bonnes pratiques prises comme référence.

Le Ministre est habilité à compléter le contenu obligatoire de la note. "

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux écoles pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel PWI).

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Annexe 2

Liste des travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment admis à la subvention

Peuvent être subventionnés dans le cadre du présent arrêté, dans la stricte mesure nécessaire à la mise en œuvre des améliorations énergétiques, et à l'exclusion des travaux dont le temps de retour comptable excède vingt ans pour les investissements relatifs aux systèmes et soixante ans pour les investissements relatifs à l'enveloppe, les travaux suivants :

1. L'isolation thermique des parois du bâtiment qui permet d'atteindre des coefficients globaux de transmission inférieurs ou égaux aux valeurs suivantes :

Elément de construction		U max [W/m ² K]
Parois délimitant le volume protégé		
	Toiture et plafonds	0.2
	Murs	0.24
	Planchers	0.24
	Porte et porte de garage	2
	Fenêtres : - Ensemble châssis et vitrage - Vitrage uniquement	1.50 1.10
	Murs - rideaux : - Ensemble châssis et vitrage - Vitrage uniquement	2.00 1.10
	Parois transparentes/translucides autres que le verre : - Ensemble châssis et partie transparente - Partie transparente uniquement (ex : coupole de toit en polycarbonate, ...)	2.00 1.40
	Brique de verre	2.00
Parois entre 2 volumes protégés situés sur des parcelles adjacentes (2)		1.00
Parois opaques à l'intérieur du volume protégé ou adjacentes à un volume protégé sur la même parcelle (3)		1.00

(1) Pour les parois en contact avec le sol, la valeur U tient compte de la résistance thermique du sol et doit être calculé conformément aux spécifications fournies à l'annexe B1 de l'Arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

(2) À l'exception des portes et des fenêtres

(3) Parois opaques (à l'exception des portes et portes de garage) :

- a. entre unités d'habitations distinctes
- b. entre unités d'habitation et espaces communs (cage d'escaliers, hall d'entrée, couloirs,...)
- c. entre unités d'habitation et espaces à affectation non résidentielle
- d. Entre espaces à affectation industrielle et espaces à affectation non industrielle

En cas de remplacement de châssis ou portes, les exigences reprises à l'annexe C3 de le l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments doivent être respectées pour les amenées d'air dans les locaux.

2. L'installation de tout équipement dans le domaine de la ventilation selon les exigences de l'annexe C3 de l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments

En dérogation à l'annexe C3, la qualité d'air intérieur demandée sera au minimum de catégorie « INT 2 » au lieu de « INT 3 ».

La valeur exacte du débit de conception sera déterminée conformément à une étude faite afin de vérifier les prescriptions de l'AR du 25/03/2016.

La régulation de la qualité de l'air devra se faire grâce à un système de régulation de type IDA-C6.

En présence de systèmes de récupération de chaleur sur l'air extrait du bâtiment, la note explicative conforme à l'annexe 1, doit être complétée par le calcul du gain net en énergie primaire, sur base annuelle, dans les conditions de fonctionnement adaptées au bâtiment pour le système proposé; »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux écoles pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel PWI).

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200666]

20. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an die Schulen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich PWI)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 7 und 8;

Aufgrund der am 27. April 2018 gegebenen Stellungnahme des Ressorts "Energie";

Aufgrund des am 22. Mai 2018 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektoren;

Aufgrund des am 24. Mai 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2^o des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 22. Mai 2018;

Aufgrund des am 10. Dezember 2018 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 2^o, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 64.676/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2^o Verwaltung: die Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3^o Antragsteller: die Schule im Sinne von Art. 1, Ziffer 4^o des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, und genauer des Pflichtunterrichtswesens (Kindergarten, Primar- und Sekundarschule);

4^o Energieeffizienz eines Gebäudes: die Energieeffizienz eines Gebäudes im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1^o des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

5^o Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die in Anhang 2 genannten Arbeiten, die die Verbesserung der Außenhaut, die Anlage und Verbesserung der Lüftungssysteme unter Berücksichtigung des Wärmekomforts im Winter und im Sommer und der Qualität der Innenluft, bezwecken, und die zur einer Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes führen;

6^o Aktionsplan für nachhaltige Energie: im Rahmen des Bürgermeisterkonvents angenommener, durch den Bürgermeisterkonvent gebilligter oder im Verfahren der Billigung stehender Aktionsplan;

7^o Aktionsplan für nachhaltige Energie und Klima: im Rahmen des Bürgermeisterkonvents angenommener, durch den Bürgermeisterkonvent gebilligter oder im Verfahren der Billigung stehender Aktionsplan.

KAPITEL II — Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel, die in Anwendung von Artikel 5, § 9 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, bestimmt werden, kann der Minister für Gebäude, die am Datum der Einreichung des Zuschussantrags seit mindestens zwanzig Jahren gebaut sind, den Antragstellern einen Zuschuss für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes gewähren, unter Einhaltung folgender Bedingungen:

1^o der Antragsteller, der den Zuschuss beantragt, ist Eigentümer der eingegliederten oder renovierten Bauteile und verfügt über ein dingliches Hauptrecht oder ein solches beschränktes dingliches Recht wie das Nutznießungs-, Erbpacht- oder Erbbaurecht mit einer Dauer von oder über neun Jahren an dem Gebäude;

2^o zum Datum der Einreichung des Zuschussantrags ist das Gebäude für eine Unterrichtsaufgabe ausgewiesen;

3^o der Zuschussantrag wird spätestens am 30. Juni 2019 eingereicht.

Die in Absatz 1, Ziffer 2^o genannte Zweckbestimmung wird während mindestens drei Jahren ab der vorläufigen Abnahme der Arbeiten, die den Gegenstand des Zuschusses bilden, aufrechterhalten.

§ 2. Nur die Arbeiten, für welche die Vorschriften für öffentliche Aufträge beachtet wurden, sind beihilfefähig.

Art. 3 - Bei der Veranschlagung der Berechnungsgrundlage des Zuschusses werden die gesamten beihilfefähigen Kosten, einschließlich der MwSt., als Bezugswert genommen.

Unter beihilfefähigen Kosten für die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes versteht man den Kauf und den Einbau von Baustoffen oder Einrichtungen zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes.

Art. 4 - § 1. Der auf die Berechnungsgrundlage für den Betrag des Zuschusses anwendbare Satz beträgt:

a) 75 Prozent der beihilfefähigen Kosten;

b) 80 Prozent der beihilfefähigen Kosten, wenn der Antragsteller an einem Aktionsplan für nachhaltige Energie oder einem Aktionsplan für nachhaltige Energie und Klima teilnimmt.

Wenn die Investitionen Gegenstand anderer Subsidien der Gemeinschaften, der Region, der Provinzen oder der Gemeinden sind, wird der in Absatz 1 bestimmte Prozentsatz auf den Teil der Investitionen berechnet, der nicht durch diese anderen Subsidien gedeckt ist.

§ 2. Um auf den in § 1 erwähnten Zuschuss Anspruch haben zu können, muss sich der Betrag der beihilfefähigen Kosten im Antrag mindestens auf 10.000 Euro belaufen.

In Abweichung von Abs. 1 wird ein Antrag, der die Durchführung von gleichen Arbeiten an mehreren Gebäuden betrifft, angenommen, auch wenn der Betrag der beihilfefähigen Kosten pro Gebäude 10.000 Euro nicht erreicht, unter der Bedingung, dass der kumulierte Betrag der beihilfefähigen Kosten mindestens diesen Betrag erreicht, und dass diese Arbeiten Gegenstand eines einzigen Lastenheftes sind.

§ 3. Der Gesamtbetrag der in § 1 genannten Zuschüsse darf 500.000 Euro pro Antragsteller nicht überschreiten.

Art. 5 - Die Kumulierung des durch vorliegenden Erlass organisierten Zuschusses mit anderen Zuschüssen ist nur dann möglich, wenn der Gesamtbetrag aller gewährten Zuschüsse 100 Prozent des Gesamtbetrags der kraft vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Kosten nicht überschreitet.

Art. 6 - Die verfügbaren Haushaltsmittel werden vorrangig den Gebäuden zugeteilt, die nach Klassifizierung auf der Grundlage des Kriteriums der eingesparten €/Kwh der größten Anzahl Arbeiten bedürfen.

KAPITEL III. — *Einreichung des Zuschussantrags*

Art. 7 - Die Akte zur Beantragung des Zuschusses umfasst:

- 1° das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;
- 2° das Lastenheft oder die Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und des einzubauenden Materials;
- 3° den ausführlichen Kostenvoranschlag für die Lieferung und den Einbau des durch den Zuschuss betroffenen Materials;
- 4° eine Anleitung über die Einhaltung der in der Anlage 2 genannten energetischen Kriterien;
- 5° die Energieverbrauchsdaten für die letzten drei Jahre vor dem Zuschussantrag oder, wenn diese Daten nicht verfügbar sind, Daten über die Effizienz der Gebäudehülle, anhand deren ein theoretischer Energieverbrauch bestimmt werden kann;
- 6° eine Beschreibung der Art der Zweckbestimmung des Gebäudes und seiner Nutzung;
- 7° eine ausführliche Berechnung der Energieeinsparung, die sich aus den geplanten Arbeiten ergibt, in Übereinstimmung mit den Anforderungen von Anhang 1;
- 8° alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten, mit einer Ehrenerklärung des Antragstellers, dass er für die Durchführung der geplanten Arbeiten keine weiteren Prämien oder Zuschüsse als diejenigen, die in den übermittelten Dokumenten angeführt sind, erhalten oder beantragt hat oder beantragen wird.
- 9° eine auf den Ergebnissen einer Monitoring in der Betriebszeit beruhende Notiz zur Bestandsaufnahme der Lüftererneuerung und -qualität, sowie eine Rechtfertigung der einzuführenden Verbesserungslösungen.

Art. 8 - § 1. Innerhalb der zwei Monate, die auf den Eingang des Zuschussantrags folgen, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte als unvollständig erklärt wird, verfügt der Antragsteller über eine Frist von einem Monat ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen. Die Frist von einem Monat wird während der Monate Juli und August unterbrochen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschickt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag unzulässig.

§ 2. Der Beschluss zur Ablehnung oder Gewährung des Zuschusses wird dem Antragsteller binnen fünfundsiebzig Tagen, nachdem die Regierung die Liste der berücksichtigten Projekte gebilligt hat, zugestellt.

§ 3. Die Gewährung des Zuschusses setzt die Verpflichtung voraus, der Verwaltung jedes Jahr während zehn Jahren anhand des von ihr zur Verfügung gestellten Formulars die energetischen Verbrauchsdaten des betreffenden Gebäudes mitzuteilen.

Die in Abs. 1 genannte Verpflichtung läuft ab dem Jahre der Auszahlung des Zuschusses.

Art. 9 - Die Zuschussanträge müssen vor der Bestellung und der Einleitung der Arbeiten eingereicht werden; diese Arbeiten finden so früh wie möglich nach der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses statt. Der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses kann von der Änderung bestimmter technischer Aspekte der Antragsakte abhängig gemacht werden.

Art. 10 - § 1. Die bezuschussten Arbeiten werden binnen einer Frist von drei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses ausgeführt und abgenommen.

Diese Frist kann um ein Jahr verlängert werden, wenn der Zulassungsberechtigte spätestens drei Monate vor Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Frist einen diesbezüglichen schriftlichen und begründeten Antrag stellt.

§ 2. Der Minister oder sein Beauftragter kann den Inhalt der in vorliegendem Kapitel genannten Dokumente genauer bestimmen und deren Form festlegen.

KAPITEL IV. — *Antrag auf Auszahlung des Zuschusses*

Art. 11 - § 1. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses wird binnen zwölf Monaten nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten bei der Verwaltung eingereicht.

§ 2. Werden die in § 1 genannten Fristen nicht eingehalten, so wird die Akte abgeschlossen und wird der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses hinfällig.

§ 3. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für Arbeiten umfasst:

- 1° den Beschluss zur Vergabe des Bauauftrags und die vergleichende Analyse der Angebote;

- 2° die Abschrift des Angebots des Auftragnehmers;
- 3° die verschiedenen Baufortschrittsberichte, die Endabrechnung und die entsprechenden Rechnungen;
- 4° das Protokoll der vorläufigen Abnahme der Arbeiten;
- 5° die Schuldforderungsanmeldung gegenüber der Wallonischen Region, in doppelter Ausfertigung, zwecks Auszahlung des Zuschusses.

§ 4. Innerhalb des Monats, der auf den Eingang des Antrags zur Auszahlung des Zuschusses folgt, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte unvollständig ist, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschiedt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag auf Auszahlung unzulässig.

KAPITEL V - *Auswahlausschuss*

Art. 12 - § 1. Beim Minister wird ein Auswahlausschuss eingerichtet, der mit der technischen Untersuchung der Akten bezüglich der Zuschussanträge beauftragt wird.

§ 2. Der Auswahlausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° ein Vertreter des Ministers;
- 2° zwei Vertreter der Verwaltung;
- 3° ein oder mehrere vom Minister bestimmte Sachverständige im Bereich öffentliche Aufträge;
- 4° ein oder mehrere Sachverständige im Bereich der Energie, welche vom Minister bestellt werden.

§ 3. Der Auswahlausschuss bewertet den Zuschussantrag auf der Grundlage folgender Kriterien:

- 1° der energetische Vorrangcharakter des Vorhabens im Kontext des Gebäudes;
- 2° die Relevanz der gewählten technischen Lösungen und vorgeschlagenen Vorrichtungen, u.a. ihr Preis angesichts der durchschnittlichen Marktpreise;
- 3° die Energieeinsparung unter standardisierten Nutzungsbedingungen, insbesondere die Einsparung von Primärenergie und die erwartete Verringerung der CO₂-Emissionen;
- 4° die Schätzung der buchhalterischen Payback-Dauer der Investition.
- 5° die Relevanz der vorgeschlagenen Vorrichtungen zur Verbesserung der Lufterneuerung und -qualität angesichts der verschiedenen geltenden Normen über die Volumenströme, die ppm-Sätze, usw.;

§ 4. Aufgrund der Ergebnisse seiner Bewertung stuft der Auswahlausschuss die Zuschussanträge für jede der in Artikel 6 § 2 genannten Gesamtzuweisungen in eine aufsteigende Rangordnung nach folgender Matrixanalyse ein:

- 1° die finanziellen und energetischen Kosten der Maßnahme in investierten Euro pro gespartes kWh;
- 2° die finanziellen und klimatischen Kosten der Maßnahme in investierten Euro pro nicht ausgestoßene Tonne CO₂.

Bei gleichen Werten wird die Einstufung aufgrund der folgenden Kriterien bestimmt:

- 1° der energetische Vorrangcharakter des Vorhabens im Kontext des Gebäudes;
- 2° die Relevanz der gewählten technischen Lösungen und vorgeschlagenen Vorrichtungen.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Bei Betrug gegen vorliegenden Erlass, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA), den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) oder den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) kann der Anspruchsberechtigte keinen Zuschuss im Sinne vorliegenden Erlasses beantragen.

Art. 14 - § 1. Wenn ein Zuschussantrag vor dem Datum der Einreichung eines Zuschussantrags im Rahmen vorliegenden Erlasses für dieselben Arbeiten und dasselbe Gebäude im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) eingereicht wurde und zur Zeit noch untersucht wird, ohne bis jetzt Gegenstand eines Gewährungsbeschlusses zu sein, wird dieser Zuschussantrag gegenstandslos, wenn der im Rahmen vorliegenden Erlasses eingereichte Antrag Gegenstand eines Gewährungsbeschlusses wird.

Abs. 1 ist nicht anwendbar, wenn der eingereichte Zuschussantrag Arbeiten betrifft, die dringend notwendig sind im Sinne von Artikel 9, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA). In diesem Fall unterliegt der Zuschussantrag den in diesem Erlass genannten Anforderungen.

§ 2. Wenn ein nur im Rahmen vorliegenden Erlasses eingereichter Zuschussantrag Arbeiten betrifft, die dringend notwendig sind im Sinne von Artikel 9, Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA), wird dieser Antrag gegenstandslos und wird davon ausgegangen, dass er im Rahmen dieses letzten Erlasses eingereicht wurde.

In diesem Fall unterliegt der Zuschussantrag den in diesem Erlass genannten Anforderungen.

§ 3. Wenn festgestellt wird, dass der Antragsteller die Anforderungen der Artikel 5 und 7, Ziffer 8° nicht beachtet hat, werden die beiden in § 1, Abs. 1 genannten Anträge endgültig abgelehnt.

Art. 15 - Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 14, § 1, Abs. 1 und § 2 darf zwischen dem Inkrafttredatum vorliegenden Erlasses und dem 30. Juni 2019 kein Antrag betreffend zulässige Arbeiten im Sinne vorliegenden Erlasses im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) eingereicht werden.

Art. 16 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2019 in Kraft und am 31. Dezember 2027 außer Kraft.

Art. 17 - Vorliegender Erlass kann auch mit dem Wortlaut « UREBA außerordentlich PWI » bezeichnet werden.

Art. 18 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Anhang 1

Anleitung über die Berechnung der Energieeinsparungen infolge der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz in Gebäuden

1. Ziel:

Die Anleitung hat zum Zweck, die technischen Eigenschaften, einschließlich der angemessenen Dimensionierung, sowie die energetischen und wirtschaftlichen Eigenschaften der Investition festzulegen, um die Leistungsfähigkeit der geplanten Vorrichtungen bewerten zu können.

2. Anforderungen:

Die Anleitung muss insbesondere folgende Elemente umfassen:

1° die Darstellung der technischen Eigenschaften der Investition, die darauf abzielt, den Energiebedarf zu verringern, und, wenn nötig, als Ergänzung, die technischen Lösungen, durch welche die Energiebedürfnissen effizienter und wirtschaftlicher erfüllt werden und die Normen der Belüftung und der Luftqualität eingehalten werden können;

2° die Arbeitshypothesen:

3° die Berechnungen zur technischen Dimensionierung der Investition und die bei diesen Berechnungen benutzten Bezugsgrößen (je nach Fall Wärmeleitkoeffizienten vor und nach den Arbeiten und Leistungen der Anlage);

4° eine Bewertung der Energieeinsparung (ggf. unter Berücksichtigung des Wärmekomforts) und der Verringerung der Schadstoffemissionen (CO₂, SO₂);

5° die wirtschaftliche Bilanz der Investition unter Berücksichtigung der Investitionskosten und der Verwertung der Energieeinsparungen;

6° die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen, einschließlich der Problematik der Lufterneuerung und -qualität;

7° die Normen und Merkblätter, auf die Bezug genommen wird.

Der Minister ist berechtigt, den vorgeschriebenen Inhalt der Anleitung zu ergänzen."

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2018 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an die Schulen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich PWI) beigefügt zu werden

Namur, den 20. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Anhang 2

Liste der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, für das Zuschüsse zugesagt worden sind

Im Rahmen des vorliegenden Erlasses können die folgenden Arbeiten bezuschusst werden, soweit sie ausschließlich für die Umsetzung von energetischen Verbesserungen notwendig sind, mit Ausnahme der Arbeiten, deren buchhalterische Payback-Dauer zwanzig Jahre für Investitionen betreffend die Systeme und sechzig Jahre für Investitionen betreffend die Außenhaut überschreitet:

1. Die Wärmedämmung der Wände des Gebäudes, die es möglich macht, Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten zu erzielen, die folgende Werte nicht überschreiten

Bauelement	U _{max} [W/m ² K]
Wände, die das innere Raumvolumen abgrenzen	
Dächer und Decken	0.2
Mauern	0.24
Fußböden	0.24
Türen und Garagentoren	2
Fenster: - Fenster (Rahmen und Glas) - Nur Glas	1.50 1.10
Vorgehängte (Metall)fassaden: - Fenster (Rahmen und Glas) - Nur Glas	2.00 1.10
Transparente/lichtdurchlässige Wände (mit Ausnahme von Glas): - Fenster (Rahmen und transparenter Teil) - transparenter Teil ausschließlich (zum Beispiel: Dachkuppel aus Polykarbonat, usw.)	2.00 1.40
Glasstein	2.00
Wände zwischen 2 geschützten Volumina, die sich auf angrenzenden Grundstücken befinden (2)	1.00
Lichtdichte Wände in einem geschützten Volumen oder an ein geschütztes Volumen auf demselben Grundstück angrenzend (3)	1.00

(1) Für die Wände, die den Boden berühren, berücksichtigt der U-Wert den Wärmewiderstand des Bodens und muss gemäß den in Anhang B1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden gegebenen Spezifizierungen berechnet werden.

(2) Mit Ausnahme der Türen und Fenster

(3) Opake Wände (mit Ausnahme der Türen und Garagentoren):

- a. zwischen verschiedenen Wohneinheiten
- b. zwischen Wohneinheiten und Gemeinschaftsräumen (Treppenhaus, Eingangshalle, Gänge,...)
- c. zwischen Wohneinheiten und Räumen, die nicht für Wohnzwecke benutzt werden
- d. zwischen gewerblich genutzten Räumen und nicht gewerblich genutzten Räumen

Wenn Rahmen oder Türen ersetzt werden, müssen die in Anhang C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden aufgeführten Anforderungen für die Luftzuführungen in die Räumlichkeiten eingehalten werden

2. Die Anlage jeglicher Ausrüstung im Bereich der Belüftung nach den Anforderungen von Anhang C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden

In Abweichung von Anhang C3 muss die erforderliche innere Luftqualität mindestens der Kategorie "INT 2" anstelle von "INT 3" entsprechen.

Der genaue Wert der Durchflussrate wird gemäß einer zur Überprüfung der Bestimmungen des KE vom 25.03.2016 geführten Studie bestimmt.

Die Luftqualitätsregelung muss anhand eines Regelungssystems des Typs IDA-C6 erfolgen.

Bei Vorhandensein von Anlagen zur Wärmerückgewinnung aus der Abluft des Gebäudes muss die dem Anhang 1 entsprechende Anleitung durch die Berechnung der Nettoeinsparung an Primärenergie auf jährlicher Basis im Rahmen der dem Gebäude für das vorgeschlagene System angepassten Betriebsbedingungen ergänzt werden;"

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2018 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an die Schulen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich PWI) beigefügt zu werden

Namur, den 20. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200666]

20 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan scholen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieperformantie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel PWI")

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, artikelen 7 en 8;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 27 april 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2018;

Gelet op het rapport van 22 mei 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 64.676/4 van de Raad van State, gegeven op 10 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Minister: de Minister bevoegd voor het energiebeleid;

2° Administratie: het Departement Energie en Duurzaam Gebouw van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

3° aanvrager: de school bedoeld in artikel 1, 4°, van het decreet van 9 december 1993 betreffende de steun en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën en in meer bepaald van het verplicht onderwijs (voorschools, basis- en secundair onderwijs);

4° energieprestatie van een gebouw: de energieprestatie van een gebouw bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

5° werken voor de verbetering van energieprestatie van een gebouw: de werken vermeld in bijlage 2 en die verband houden met de verbetering van de bouwschil, de installatie en de verbetering van het ventilatiesysteem, waarbij rekening gehouden wordt met het thermisch comfort 's winters en 's zomers en de kwaliteit van de binnenlucht en die resulteren in een verbeterde energieprestatie van een gebouw;

6° Actieplan ten voordele van duurzame Energie: het in het kader van het Convenant van burgemeesters aangenomen actieplan, dat door het Convenant van burgemeesters gevalideerd is of dat nog gevalideerd moet worden;

7° Actieplan ten voordele van duurzame Energie en Klimaat: het in het kader van het Convenant van burgemeesters aangenomen actieplan, dat door het Convenant van burgemeesters gevalideerd is of dat nog gevalideerd moet worden.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. 2. § 1^{er}. Voor de gebouwen die sinds minstens twintig jaar zijn opgetrokken op de datum van indiening van de subsidieaanvraag kan er binnen de perken van de begrotingskredieten bepaald overeenkomstig artikel 5, § 9, van het decreet van 23 maart 1995 tot oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, door de Minister een subsidie toegekend worden aan de aanvragers voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie van een gebouw, met inachtneming van volgende voorwaarden:

1° de aanvrager die de subsidie aanvraagt, is eigenaar van de ingevoegde of gerenoveerde bestanddelen en beschikt over een zakelijk hoofdrecht of een gesplitst zakelijk recht zoals het vruchtgebruik-, erfpacht- of opstalrecht van negen jaar of meer op het gebouw;

2° op de datum van indiening van de subsidieaanvraag wordt het gebouw bestemd voor een onderwijsopdracht;

3° de subsidieaanvraag wordt uiterlijk op 30 juni 2019 ingediend.

De bestemming bedoeld in lid 1, 2°, wordt in stand gehouden voor een minimumduur van drie jaar te rekenen van de voorlopige oplevering van de werken waarvoor de subsidie is toegekend.

§ 2. Enkel de werken waarvoor de regelgeving inzake overheidsopdrachten is nageleefd komen in aanmerking.

Art. 3. De grondslag voor de berekening van de subsidie wordt bepaald met als ijkpunt de gezamenlijke in aanmerking komende kosten, BTW inbegrepen.

Onder kosten die in aanmerking komen voor de verbetering van de energieprestatie van een gebouw, dienen de aankoop en de installatie van materialen of uitrustingen met het oog op de verbetering van de energieprestatie van een gebouw te worden verstaan.

Art. 4. § 1. Het percentage dat geldt als grondslag voor de berekening van het subsidiebedrag bedraagt:

a) 75 procent van de in aanmerking komende kosten;

b) 80 procent van de in aanmerking komende kosten indien de aanvrager deelneemt aan een Actieplan ten voordele van duurzame Energie of een Actieplan ten voordele van duurzame Energie en Klimaat.

Als er voor de investeringen andere subsidies verleend worden door de Gemeenschappen, het Gewest, de Provincies of de Gemeenten, wordt het percentage bepaald in lid 1 berekend op het deel van de investeringen dat niet onder die andere subsidies valt.

§ 2. Om in aanmerking te kunnen komen voor de subsidie bedoeld in paragraaf 1, dient het bedrag van de in aanmerking komende kosten minstens gelijk te zijn aan 10.000 euro.

In afwijking van lid 1 wordt een aanvraag met betrekking tot de uitvoering van identieke werken in meerdere gebouwen aanvaard zelfs als het bedrag van de in aanmerking komende kosten per gebouw het bedrag van 10.000 euro niet bereikt, op voorwaarde dat het samengevoegde bedrag van de in aanmerking komende kosten minstens gelijk is aan die som en die werken deel uitmaken van één enkel bouwdoossier.

§ 3. Het totaalbedrag van de subsidies bedoeld in § 1 overschrijdt niet 500.000 euro per aanvrager.

Art. 5. De samenvoeging van de subsidie ingevoerd bij dit besluit met andere subsidies is enkel mogelijk op voorwaarde dat de totale som van de toegekende subsidies 100 percent van het totaalbedrag van de in dit besluit in aanmerking genomen kosten niet overschrijdt.

Art. 6. De beschikbare budgetten worden bij voorkeur toegekend aan de gebouwen die na rangschikking het meest werken vergen op basis van het criterium uitgespaarde €/kwh.

HOOFDSTUK III. — *Indiening van de subsidieaanvraag*

Art. 7. Het dossier betreffende de subsidieaanvraag bevat:

- 1° het aanvraagformulier, ter beschikking gesteld door de Administratie;
- 2° het bouwdoossier of omschrijving van de uit te voeren werken of het aan te brengen materieel;
- 3° de omstandige kostenraming voor de levering en de plaatsing van het materieel bedoeld bij de subsidie;
- 4° een toelichtingsnota betreffende de naleving van de energiecriteriën verwoord in bijlage 2;
- 5° de gegevens inzake energieverbruik voor de laatste drie jaar voorafgaand aan de subsidieaanvraag of, wanneer die gegevens onbeschikbaar zijn, de gegevens in verband met de performantie van de bouwschil waardoor een theoretisch energieverbruik berekend kan worden;
- 6° de omschrijving van de aard van de bestemming van het gebouw en de gebruiksintensiteit ervan;
- 7° een omstandige berekeningsnota voor de energiebesparingen voortvloeiend uit de overeenkomstig de vereisten van bijlage 1 overwogen werken;
- 8° alle documenten inzake de financieringsbronnen en de subsidies die reeds werden ontvangen, aangevraagd of die aangevraagd kunnen worden voor de uitvoering van de overwogen werken, samen met een verklaring op erewoord van de aanvrager dat hij voor de uitvoering van de overwogen werken geen andere premies of subsidies ontvangen of aangevraagd heeft dan die welke vermeld zijn in de ingediende documenten en dat hij er geen zal aanvragen.
- 9° een nota tot vaststelling van de plaatsbeschrijving op het gebied van luchtverversing en -kwaliteit, die gegrond is op de resultaten van een monitoring tijdens de activiteitsperiodes, alsmede een rechtvaardiging van de in termen van verbetering te vinden oplossingen.

Art. 8. § 1. Binnen twee maanden na ontvangst van de subsidieaanvraag stuurt de Administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarin zij aangeeft of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig wordt verklaard, beschikt de aanvrager over een termijn van één maand, te rekenen van de datum van ontvangst van het bericht van ontvangst, om de ontbrekende gegevens te verstrekken. De termijn van één maand wordt opgeschort gedurende de maanden juli en augustus.

Indien de aanvrager, na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, de gevraagde gegevens heeft overgemaakt, wordt door de Administratie een tweede bericht van ontvangst aan de aanvrager gestuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, is de aanvraag onontvankelijk.

§ 2. De beslissing tot afwijzing of toekenning van de subsidie wordt aan de aanvrager medegedeeld binnen de vijftien dagen te rekenen van de goedkeuring van de lijst van de in aanmerking komende projecten door de Regering.

§ 3. De toekenning van de subsidie houdt de verplichting in om de Administratie jaarlijks gedurende tien jaar de gegevens te verstrekken in verband met het energieverbruik van het betrokken gebouw, aan de hand van het door de Administratie ter beschikking gesteld formulier.

De verplichting bedoeld in lid 1 gaat in het jaar van de vereffening van de subsidie.

Art. 9. De subsidieaanvragen gaan vooraf aan de bestelling en uitvoering van de werken, die ten vroegste na kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie plaatsvinden. De beslissing tot toekenning van de subsidie kan afhangen van de wijziging van bepaalde technische aspecten in het aanvraagdossier.

Art. 10. § 1. De gesubsidieerde werken worden uitgevoerd en opgeleverd binnen een termijn van drie jaar te rekenen van de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

Die termijn kan met één jaar worden verlengd indien de begunstigde daartoe een schriftelijk gemotiveerd verzoek indient, uiterlijk drie maanden voor de datum van verstrijken van de oorspronkelijk voorziene datum.

§ 2. De Minister of diens gemachtigde kan de inhoud van de documenten bedoeld in dit hoofdstuk en de vorm ervan nader bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraag tot vereffening van de subsidie*

Art. 11. § 1. De aanvraag tot vereffening van de subsidie wordt bij de Administratie ingediend binnen de twaalf maanden te rekenen van de voorlopige oplevering van de werken.

§ 2. Bij niet-inachtneming van de termijn bedoeld in paragraaf 1, wordt het dossier gesloten en vervalt de toekenningsbeslissing.

§ 3. De aanvraag tot vereffening van de subsidie voor werken bevat :

1° de beslissing tot toewijzing van de overheidsopdracht voor de aanneming van werken en de vergelijkende analyse van de offertes;

2° het afschrift van de offerte van de aannemer;

- 3° de verschillende staten van vordering van de werken, de eindafrekening en de desbetreffende facturen;
- 4° het proces-verbaal van voorlopige oplevering van de werken;
- 5° de aangifte van schuldvordering tegenover het Waalse Gewest in tweevoudig exemplaar voor de vereffening van de subsidie.

§ 4. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag tot vereffening van de subsidie stuurt de Administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarin zij aangeeft of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het bericht van ontvangst, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager, na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, de gevraagde gegevens heeft overgemaakt, wordt door de Administratie een tweede bericht van ontvangst aan de aanvrager gestuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, is de aanvraag tot vereffening onontvankelijk.

HOOFDSTUK V. — *Selectiecomité*

Art. 12. § 1. Er wordt bij de Minister een Selectiecomité opgericht, belast met de technische behandeling van de subsidieaanvraagdossiers.

§ 2. Het Selectiecomité is samengesteld als volgt:

- 1° één vertegenwoordiger van de Minister;
- 2° twee vertegenwoordigers van de Administratie;
- 3° één of meerdere deskundigen inzake overheidsopdrachten, aangewezen door de Minister;
- 4° één of meerdere deskundigen inzake energie, aangewezen door de Minister;

§ 3. Het Selectiecomité beoordeelt de subsidieaanvraag volgens deze criteria:

- 1° het prioritair karakter van het project inzake energie, vanuit het oogpunt van het gebouw;
- 2° de relevantie van de keuze van de voorgestelde technieken en regelingen, met name hun kostprijs ten opzichte van de gemiddelde marktprijs;
- 3° de energiebesparingen in gestandaardiseerde gebruiksvoorwaarden, met name inzake primaire energie, en de vermoedelijke terugval van CO₂-emissies;
- 4° de berekening van de boekhoudkundige terugverdientijd van de investering;
- 5° de relevantie van de keuze van de voorgestelde regelingen om de luchtverversing en -kwaliteit overeenkomstig de verschillende vigerende normen betreffende de debieten, het ppm-gehalte,... te verbeteren.

§ 4. In functie van de resultaten van zijn beoordeling rangschikt het Selectiecomité de subsidieaanvragen voor elke enveloppe bedoeld in artikel 6, in stijgende volgorde aan de hand van volgende matriciële analyse:

- 1° de financiële en energiekostprijs van de verrichting, uitgedrukt in het aantal geïnvesteerde euro's per uitgespaard kWh;
- 2° de financiële en klimatologische kostprijs van de verrichting, uitgedrukt in het aantal geïnvesteerde euro's per niet-uitgestoten ton CO₂.

Bij gelijke uitslag bepalen volgende aanvullende criteria de rangschikking:

- 1° het prioritair karakter van het project inzake energie, vanuit het oogpunt van het gebouw;
- 2° de relevantie van de keuze van de voorgestelde technieken en regelingen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. Bij fraude ten opzichte van dit besluit, ten opzichte van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen (UREBA) beogen, van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en de niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) of van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor een verbeterde energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel"), kan de begunstigde geen subsidie aanvragen in de zin van dit besluit.

Art. 14. § 1. Wanneer een subsidieaanvraag voorafgaandelijk aan de datum van indiening van een subsidieaanvraag in het kader van dit besluit voor dezelfde werken en hetzelfde gebouw is ingediend in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) of van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor een verbeterde energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel"), wordt die subsidieaanvraag doelloos als er een toekenningsbeslissing is getroffen voor de aanvraag ingediend in het kader van dit besluit.

Het eerste lid is niet van toepassing wanneer de ingediende subsidieaanvraag werken betreft met een dringend karakter in de zin van artikel 9, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen (UREBA) beogen. In dat geval wordt de subsidieaanvraag onderworpen aan de vereisten van hetzelfde besluit.

§ 2. Wanneer een subsidieaanvraag die enkel is ingediend in het kader van dit besluit werken betreft met een dringend karakter in de zin van artikel 9, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en de niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA), wordt die aanvraag doelloos en wordt geacht ingediend te zijn in het kader van laatstgenoemd besluit.

In dat geval wordt de subsidieaanvraag onderworpen aan de vereisten van hetzelfde besluit.

§ 3. Wanneer vastgesteld wordt dat de aanvrager de vereisten van de artikelen 5 en 7, 8°, niet heeft nageleefd, worden beide aanvragen bedoeld in paragraaf 1, lid 1, definitief geweigerd.

Art. 15. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 14, § 1, leden 1 en 2, kan er tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 30 juni 2019 geen enkele aanvraag met betrekking tot in aanmerking komende werken in de zin van dit besluit ingediend worden in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en de niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2027.

Art. 17. Naar dit besluit wordt in de Franse taal verwezen met de uitdrukking "UREBA exceptionnel PWI".

Art. 18. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

Bijlage 1

Toelichtingsnota betreffende de berekening van energiebesparingen voortvloeiend uit de werken met het oog op de energieprestatie van het gebouw

1. Doel :

De toelichtingsnota strekt ertoe de technische kenmerken te bepalen, met inbegrip van hun gepaste, energie- en economiegebonden dimensionering van de investering om de doeltreffendheid van het overwogen systeem te beoordelen.

2. Vereisten :

De toelichtingsnota bevat met name volgende gegevens :

1° een overzicht van de technische kenmerken van de investeringen met het oog op de vermindering van de energiebehoeften en aanvullend, indien nodig, de technieken waarmee doeltreffender en spaarzamer ingespeeld kan worden op de energiebehoeften en op de normen inzake ventilatie en luchtkwaliteit;

2° de werkhypothesen;

3° de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiegrootheden gebruikt voor de berekening (al naar gelang, thermische transmissiecoëfficiënten voor en na de werken en rendementen van de installatie);

4° een beoordeling van de energiebesparingen (waarbij rekening gehouden kan worden met het thermisch comfort) en de vermindering van vervuilende emissies (CO₂, SO₂);

5° de economische balans van de investering waarbij rekening wordt gehouden met de investering en de valorisering van de energiebesparingen;

6° de rechtvaardiging van de keuze van de overwogen technieken en regelingen, met inbegrip van de problematiek van de luchtverversing en -kwaliteit;

7° de normen en codes van goede praktijken die als ijkpunten worden gebruikt.

De Minister is ertoe gemachtigd de verplichte inhoud van de nota verder aan te vullen."

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan scholen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel PWI")

Namen, 20 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

Bijlage 2

Lijst van de werken met het oog op de verbetering van de energieprestatie van een gebouw dat voor subsidie in aanmerking komt

Onderstaande werken kunnen gesubsidieerd worden in het kader van dit besluit, voor zover strikt noodzakelijk voor de uitvoering van verbeteringswerken op energievlak, met uitsluiting van de werken waarvan de boekhoudkundige terugverdientijd 20 jaar overschrijdt voor de systeeminvesteringen en 60 jaar voor de bouwschilinvesteringen:

1. De thermische isolatie van de wanden van het gebouw, die het mogelijk maakt totale transmissiecoëfficiënten te bereiken die kleiner zijn dan of gelijk zijn aan de volgende waarden:

Bouwelementen		U _{max} [W/m ² K]
Wanden die het beschermde volume afbakenen		
Dak en plafonds		0.2
Muren		0.24
Plankenvloeren		0.24
Deur en garagedeur		2
Vensters: - Geheel raamlijsten en ruiten - Alleen ruiten		1.50 1.10
Muren - gordijnen : - Geheel raamlijsten en ruiten - Alleen ruiten		2.00 1.10
Transparante/doorschijnende wanden, met uitzondering van glas : - Geheel raamlijsten en transparant onderdeel - Alleen transparant onderdeel (b.v. : dakkapel van polycarbonaat...)		2.00 1.40
Glasblokken		2.00
Wanden tussen 2 beschermde volumes gelegen op aangrenzende percelen (2)		1.00
Ondoorzichtige wanden binnen het beschermde volume of wanden aangrenzend aan een beschermd volume op hetzelfde perceel (3)		1.00

(1) Voor de wanden in contact met de vloer houdt de waarde U rekening met de thermische weerstand van de vloer en moet berekend worden overeenkomstig de voorschriften vermeld in bijlage B1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.

(2) Met uitzondering van deuren en vensters

(3) Ondoorzichtige wanden (met uitzondering van deuren en garagedeuren):

- a. tussen afzonderlijke wooneenheden
- b. tussen wooneenheden en gemeenschappelijke ruimtes (trappenhuis, ingangshal, gangen,...)
- c. tussen wooneenheden en niet-residentiële ruimtes
- d. tussen ruimtes met een industriële bestemming en ruimtes met een niet-industriële bestemming

Bij vervanging van de raamlijsten of van de deuren dienen de eisen vermeld in bijlage C3 bij het besluit van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen nageleefd te worden voor de luchttoevoer in de lokalen.

2. De installatie van iedere uitrusting op het gebied van de ventilatie volgens de eisen van bijlage C3 bij het besluit van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.

In afwijking van bijlage C3 moet de aangevraagde kwaliteit van de binnenlucht minimum van categorie "INT 2" in plaats van "INT 3" zijn.

De exacte waarde van het ontwerpdebiet wordt bepaald aan de hand van een onderzoek dat uitgevoerd wordt om de vereisten van het KB van 25/03/2016 te verifiëren.

De regeling van de luchtkwaliteit moet worden uitgevoerd met behulp van een IDA-C6 regelingssysteem.

In het geval van systemen voor het terugwinnen van warmte op lucht die aan het gebouw onttrokken wordt, dient de toelichtingsnota die met bijlage 1 overeenstemt, aangevuld te worden met de berekening van de netto-winst aan primaire energie op jaarbasis in de werkingsomstandigheden aangepast aan het gebouw voor het voorgesteld systeem;"

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan scholen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel PWI").

Namen, 20 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE